



Zoom sur le monde

Et si la Chine avait atteint son pic ?



François Normand

Des firmes le prédisent depuis longtemps: la Chine surpassera les États-Unis pour devenir la première puissance économique dans les années 2020. Or, non seulement ces firmes reportent maintenant cette échéance, mais certaines affirment même que cela n'arrivera jamais, car la Chine a trop de problèmes.

En 2011, la banque américaine d'investissement Goldman Sachs prévoyait que l'économie chinoise serait à parité avec les États-Unis en 2026. En 2022, elle a refait ses devoirs pour viser 2035, écrit le magazine *The Economist* dans un récent reportage à ce sujet (*Peak China?*).

Optimiste, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a quant à elle prévu en 2021 que l'économie chinoise surpassera les États-Unis en 2030.

Actuellement, la taille du PIB chinois représente 72 % du PIB américain, selon le Fonds monétaire international.

En revanche, la firme britannique de recherche Capital Economics est à contre-courant. Non seulement elle affirme que l'économie chinoise ne sera jamais numéro un, mais elle soutient aussi qu'elle attendra seulement 90 % de la taille des États-Unis

en 2035, pour perdre ensuite du terrain.

L'économie dominante dicte les règles

Ce n'est pas une question d'orgueil national à savoir qui trônera au sommet de la pyramide économique. Historiquement, c'est l'économie dominante qui impose ses règles au système mondial, et ce, en matière de fluidité du commerce, de liberté économique et de droit des affaires.

Guillaume A. Callonico, directeur principal, responsable de la gestion des risques géopolitiques à la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'explique bien dans un essai qui vient de paraître, *Le réveil géopolitique de la finance. Votre organisation est-elle prête pour la guerre?* aux éditions Le Lys Bleu.

Le fait de savoir quelle économie sera la première au monde est donc crucial pour les entreprises canadiennes actives à l'international, car elles sont habituées à l'ordre économique de l'après-guerre créé par les États-Unis.

En entrevue à *Les Affaires*, Mark Williams, économiste en chef pour l'Asie à Capital Economics, affirme que l'«économie chinoise fait face à des vents contraires croissants qui proviennent d'un certain nombre de sources».

1.

La population diminue

La population chinoise de 1,4 milliard d'habitants a commencé à diminuer en 2022. «Avec moins de travailleurs, il est beaucoup plus difficile d'augmenter rapidement la production, dit-il. Aux États-Unis, en revanche, la population continuera d'augmenter dans un avenir prévisible.»

Deux prévisions donnent une idée de l'avenir démographique de la Chine.

L'ONU prévoit qu'en 2100, la population descendra à 767 millions d'habitants. L'Académie des sciences sociales de Shanghai prévoit quant à elle une chute à 587 millions.

En 2100, les États-Unis devraient compter 394 millions d'habitants (332 millions aujourd'hui), selon l'ONU.

2.

L'investissement s'essouffle en Chine

Le modèle de croissance chinois fondé sur l'investissement s'essouffle. Après des décennies à canaliser une grande partie des revenus vers l'investissement, les rendements sur l'investissement chutent fortement, selon Mark Williams.

«Nous avons vu cela se produire récemment dans le secteur immobilier avec la faillite de nombreux promoteurs. L'environnement mondial devient beaucoup moins favorable à la croissance de la Chine qu'il ne l'était auparavant.»

Une statistique est éloquent: au second semestre de 2022, les investissements des entreprises étrangères en Chine ont chuté à leur plus bas niveau depuis 1999, rapporte le quotidien financier japonais Nikkei.

3.

Des restrictions sur les importations chinoises se mettent en place

Après des décennies d'expansion rapide sur les marchés mondiaux, les exportateurs chinois constatent qu'ils ne sont pas les bienvenus dans certaines régions, notamment aux États-

Unis et en Europe, explique Mark Williams.

De plus, les gouvernements occidentaux imposent désormais des restrictions à la capacité des entreprises chinoises à accéder aux technologies de pointe, ce qui mine leur potentiel de croissance.

4.

La Chine rejette le libéralisme économique

La Chine du président Xi Jinping a tourné le dos à la libéralisation économique progressive du pays. Ce modèle de

développement a pourtant permis à des pays asiatiques comme le Japon et la Corée du Sud de devenir prospères.

Mark Williams souligne que la Chine se tourne désormais «vers un modèle économique plus contrôlé, dans lequel le parti communiste décide quels secteurs devraient bénéficier de son soutien».

Cette politique contribue à socialiser davantage de l'économie chinoise et à provoquer un déclin du secteur privé.

Selon l'économiste de Capital Economics, ces quatre facteurs minent le potentiel de croissance économique de la Chine

à long terme. Sa firme estime qu'ensemble, ils ralentiront la croissance du PIB chinois à environ 2 % par année à l'horizon 2030.

«C'est à peu près le taux de croissance typique d'une économie émergente. Mais ce taux est insuffisant pour permettre à la Chine de continuer de rattraper les États-Unis», insiste-t-il.

Pour mettre les choses en perspective, la croissance moyenne de l'économie américaine a été de 3,12 % par année entre 1948 et 2023, selon le Bureau of Economic Analysis, une agence fédérale américaine. ■

PRIX PDG DE L'ANNÉE 2023

Appel aux candidatures

Date limite : 15 septembre

<https://tinyurl.com/mv6dxkkk>

Photo : Martin Flanagan



Zoom sur le monde

Tension avec l'Inde : peu d'incidence sur nos entreprises



François Normand



Les allégations de Justin Trudeau selon lesquelles l'Inde aurait commandité l'assassinat d'un citoyen canadien d'origine sikhe, au Canada, a jeté un froid sur nos relations diplomatiques avec ce pays. Toutefois, sur le plan économique, les entreprises canadiennes ont peu de choses à craindre, si l'on se fie à l'évolution de notre commerce avec l'Inde et d'autres marchés en Asie.

Le 18 septembre, le premier ministre a déclaré à la Chambre des communes que l'Inde pourrait avoir « un lien possible » avec l'assassinat, en juin,

près de Vancouver, d'un leader sikh, Hardeep Singh Nijjar. Ce dernier, qualifié de « terroriste » par les autorités indiennes, militait pour la création d'un État sikh indépendant dans le nord de l'Inde.

Le ministre indien des Affaires étrangères a qualifié cette accusation d'« absurde ».

En entrevue à CTV News le 22 septembre, l'ambassadeur américain au Canada, David Cohen, a indiqué « qu'il y avait un partage de renseignements entre les partenaires de Five Eyes [une alliance composée de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni] qui a aidé le Canada à faire les déclarations faites par le premier ministre ».

Chose certaine, si les autorités canadiennes confirment ces allégations, les relations déjà tendues entre Ottawa et New Delhi se détérioreront davantage. À ce jour, le gouvernement Trudeau a déjà annulé une mission commerciale d'Équipe Canada en Inde, en plus de se retirer des négociations pour un accord de libre-échange, amorcées en 2010.

Plusieurs observateurs affirment que cette crise pourrait avoir un effet négatif sur les entreprises canadiennes actives ou intéressées par l'Inde, d'autant plus si un accord ne voit jamais le jour. Ces craintes sont toutefois exagérées, selon une analyse de *Les Affaires* sur l'évolution des exportations canadiennes dans les principaux marchés asiatiques depuis 15 ans.

Nous exportons davantage aux Pays-Bas

Commençons par le poids de l'Inde, pays de 1,4 milliard d'habitants et cinquième économie mondiale.

Si l'Inde est un partenaire clé du Canada pour contrebalancer l'influence de la Chine dans le bassin Indo-Pacifique, elle n'est pas actuellement un marché stratégique pour nos entreprises, selon les données de Statistique Canada en 2022.

L'Inde est le neuvième marché d'exportation de marchandises du Canada à 5,3 milliards de dollars (G\$) en 2022, derrière les Pays-Bas (6,5 G\$), mais devant la Belgique (4,8 G\$). Nous y exportons avant

tout des hydrocarbures et des ressources naturelles.

Nos exportations en Chine, notre deuxième marché d'exportation, sont cinq fois plus importantes, à 28,7 G\$ —, et cela exclut exportations de 3,4 G\$ à destination de Hong Kong, calculées séparément.

Nos expéditions sont aussi plus importantes dans les dix pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN, en anglais), à 9,7 G\$, un marché de 660 millions d'habitants, en incluant le Vietnam et l'Indonésie. C'est sans parler de nos exportations au Japon (18 G\$) et en Corée du Sud (8,7 G\$), avec lesquels nous avons un accord de libre-échange.

Cela dit, ces ententes ne sont pas une panacée, même si elles facilitent le commerce. Par exemple, depuis 15 ans, les exportations du Canada en Chine ont bondi de 174 % sans libre-échange.

Selon une analyse de la Fondation Asie Pacifique du Canada publiée en 2022, un accord entre le Canada et l'Inde stimulerait le commerce bilatéral de 6 G\$ à 8 G\$ d'ici 2035 — une valeur qui s'ajoute-

rait en fait à la croissance naturelle des échanges.

Par conséquent, si la crise actuelle devait avoir une incidence sur les entreprises canadiennes actives en Inde, cette incidence serait observable à long terme et se traduirait par des occasions d'affaires manquées et non pas par des contrats perdus.

Diversifier et approfondir nos marchés

Elles ont toutefois des options pour limiter ce risque, souligne en entrevue Guy Saint-Jacques, ex-ambassadeur canadien en Chine et aujourd'hui fellow à l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM-UQAM).

Sans renoncer à l'Inde, nos entreprises peuvent diversifier leur marché en Asie, en misant par exemple sur l'ANASE, le Japon ou la Corée du Sud, voire la Chine.

Pour celles qui veulent continuer à miser sur l'Inde malgré la crise, Denna Horton, membre émérite à l'École Munk en affaires mondiales et politiques publiques à l'Université de Toronto, leur suggère de cultiver leurs relations avec les États fédérés indiens.

« Même si les gouvernements locaux ne sont pas à l'abri des tensions politiques au niveau national, ils donnent souvent la priorité aux opportunités commerciales et d'investissement, et peuvent également être plus disposés à examiner les solutions politiques présentées par les entreprises canadiennes », écrit-elle dans un courriel.

L'Inde a une économie très dynamique avec ses forces (une population jeune et en croissance) et ses faiblesses (une infrastructure logistique déficiente hors des grands centres). En 2022, son PIB réel a progressé de 7,2 %, selon le Fonds monétaire international (FMI).

Ce n'est toutefois pas le seul marché très dynamique dans le monde. Par exemple, les 54 États de la Francophonie affichent une croissance moyenne du PIB d'environ 7 %, selon l'Alliance des patronats francophone (APF), à Paris.

Ainsi, si les tensions avec l'Inde donnent des maux de tête à la classe politique au Canada, elles ne devraient pas trop inquiéter les entreprises.

NAI Terramont Commercial
Agence immobilière

PROPRIÉTÉS DISPONIBLES



À LOUER

510, rue Saint-François, Disraeli

Propriété industrielle possédant un haut ampérage – 3 000 Ampères (347/600) transformateur triphasé. Située près de Thetford Mines



À LOUER

Terrain, 3100-3106, Route 108, Cookshire-Eaton

Terrain de 517 604 pi² avec possibilité de faire construire un bâtiment sur mesure allant jusqu'à 157 604 pi². Entreposage extérieur permis



À LOUER

501, Route 131, Notre-Dame-des-Prairies

Bâtiment commercial et industriel garage/atelier avec possibilité de louer tout le terrain ou seulement une partie pour l'entreposage extérieur



À VENDRE OU À LOUER

Terrain, Almira-S.-Choinière, Joliette

Terrain de 153 385 pi² avec projet de développement d'un espace industriel entre 10 000 et 75 000 pi²

Pour plus d'informations, contactez :

Richard Sauvé, CCIM - SIOR
Vice-président principal
Courtier immobilier agréé
☎ 514 212 0133
✉ rsauve@naiterramont.ca

Anne-Marie B. Sauvé, BAA
Vice-présidente
Courtier immobilier - Commercial
☎ 514 779 4453
✉ amsauve@naiterramont.ca





Zoom sur le monde

Guerre Hamas–Israël : les scénarios pour les entreprises canadiennes



François Normand



attaque terroriste contre Israël le 7 octobre dernier représente sans doute la pire crise politique vécue par l'État hébreu depuis sa création en 1948. La contrainte israélienne dans la bande de Gaza — d'où sont partis les militants du Hamas — est en marche, tout comme le risque d'embrasement du Moyen-Orient. Nos entreprises actives dans la région doivent se préparer à différents scénarios, alors que le Canada évacue une partie de ses ressortissants du pays.

Le samedi 7 octobre, des combattants du Hamas, un groupe que la plupart des pays occidentaux, dont le Canada, considèrent comme terroriste, ont lancé une attaque-surprise et meurtrière sur le sud-ouest d'Israël, qui a fait près de 1400 morts. Le Hamas a aussi ramené environ 200 otages à Gaza, un petit territoire où 2,4 millions de Palestiniens s'entassent depuis des années dans la misère en raison d'un embargo israélien imposé en 2007.

Les raisons qui ont

motivé cette attaque sophistiquée (air, terre, mer) demeurent nébuleuses — elle est survenue pratiquement 50 ans jour pour jour après la guerre du Kippour, en octobre 1973, quand l'Égypte et la Syrie ont attaqué Israël.

Des analystes estiment que l'attaque du Hamas — une organisation qui souhaite détruire Israël pour y substituer un État palestinien islamique — visait à saboter le rapprochement entre Israël et l'Arabie saoudite, sous la houlette des États-Unis. Au fil des décennies, l'État hébreu a normalisé ses relations avec plusieurs pays arabes, dont l'Égypte et les Émirats arabes unis.

Des observateurs y voient en revanche un acte de résistance à l'occupation israélienne en Palestine. Depuis la guerre des Six Jours en 1967, Israël occupe de manière illégale la Cisjordanie, selon l'ONU. Or, dans le cas de Gaza, l'État hébreu y a évacué ses colonies en 2005. Le Hamas a pris le pouvoir deux ans plus tard, en 2007, chassant l'Autorité palestinienne.

En revanche, la colonisation israélienne se poursuit en Cisjordanie. Le Fatah, un parti nationaliste non islamiste qui reconnaît l'existence d'Israël, dirige officiellement cette région par l'entremise de l'Autorité palestinienne. Toutefois, son pouvoir est de plus en plus contesté.

Étant donné son ampleur, la guerre entre le Hamas et Israël doit nécessairement interdire les entreprises canadiennes qui commerceront avec Israël, un pays de 9,3 millions



L'attaque du Hamas est survenue pratiquement 50 ans jour pour jour après la guerre du Kippour en 1973, lorsque l'Égypte et la Syrie ont attaqué Israël. © Getty Images

En 2022, les exportations canadiennes dans ce petit marché se sont élevées à 557 M\$, soit 8 % de nos expéditions au Moyen-Orient, selon Statistique Canada. Le Québec y exporte avant tout des véhicules de tourisme, des médicaments et des avions.

d'habitants avec lequel nous avons un accord de libre-échange.

Un partenaire clé au Moyen-Orient

En 2022, les exportations canadiennes dans ce petit marché se sont élevées à 557 millions de dollars (M\$), soit 8 % de nos expéditions au Moyen-Orient, selon Statistique Canada. Le Québec y exporte avant tout des véhicules de tourisme, des médicaments et des avions. Nous importons surtout des turboréacteurs, du magnésium ainsi que des articles de transport ou d'emballage.

En 2020, les investissements canadiens en Israël ont atteint 515 M\$, tandis que ceux des Israéliens au Canada ont totalisé 617 M\$. Selon Ottawa, la science, la technologie et l'innovation « constituent un élément essentiel » de cette relation commerciale.

C'est pourquoi la suite des choses est si importante pour le Canada, et plusieurs scénarios géopolitiques sont possibles.

1. Limitation du conflit à l'invasion de Gaza

À moins d'un revirement, l'armée israélienne envahira la bande de Gaza pour tenter d'éliminer le Hamas, ce qui causera de nombreux morts et blessés dans la population palestinienne. Dans ce scénario, le conflit resterait toutefois limité au sud-est d'Israël, peu peuplé.

2. Implication du Hezbollah au Liban

Le Hezbollah, une milice libanaise, pourrait ouvrir un deuxième front au nord d'Israël. Depuis l'attaque du Hamas, le Hezbollah a lancé des missiles sur le territoire israélien, mais son implication demeure limitée pour l'instant. Un second front dans le nord pourrait menacer la ville portuaire d'Haïfa, un important pôle économique et logistique.

3. Affrontement en Syrie contre les milices pro-iraniennes

Depuis le 7 octobre, Israël a aussi essuyé des tirs missiles dans le nord en provenance de la Syrie, où une guerre civile sévit depuis 2011. Depuis des années, l'armée israélienne y mène régulièrement des frappes contre des milices pro-iraniennes. Un troisième front pourrait menacer la petite ville de Nazareth. Les prochains mois

seront déterminants pour la stabilité d'Israël et du Moyen-Orient. L'État israélien est confronté au risque de devoir mener une guerre simultanée sur trois fronts. De plus, d'autres acteurs pourraient intervenir pour tenter d'influencer le cours des événements, à commencer par l'Iran et les États-Unis.

Même si Téhéran nie être impliqué directement dans l'attaque du Hamas, deux quotidiens américains, le *Wall Street Journal* et le *Washington Post*, affirment que l'organisation aurait reçu des armes et un appui logistique de l'Iran afin de planifier cet assaut depuis au moins un an.

L'Iran, très influent au Liban et en Syrie, voudra-t-il faire une guerre interposée à Israël pour défendre les Gazaouis qui meurent et souffrent en raison des frappes israéliennes ? Chose certaine, un conflit régional qui risquerait d'affaiblir ou de provoquer une déroute de l'armée israélienne entraînerait probablement une intervention armée des États-Unis.

Washington fournit déjà des armes à Israël, en plus d'avoir déployé, depuis le 7 octobre, des navires de guerre, notamment deux porte-avions, dans l'est de la Méditerranée, afin de dissuader « toute partie hostile à Israël d'exploiter ces attaques pour chercher un avantage », a déclaré le président américain Joe Biden.

Les prochains mois s'annoncent donc imprévisibles pour nos entreprises actives en Israël et au Proche-Orient. ■